L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 30 OCTOBRE 1869. 43e année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI MATIN, 30 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Nash & Hodgson, à midi, à la Bourse d'Ecrau St-Charles—Un terrain avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent, situé dans le Huitième District, dans l'île nommée entre les rues Fox-aux, Livaud, Dumaine et Bienville. Les améliorations consistent en une maison en briques à 2 étages, une cuisine en voie de construction, etc., face à la rue de la Douane.

Par G. de Pâriet, à midi, à la Bourse d'encan St-Charles, dans la Seconde Section du Huitième District de l'ancienne Ville, immédiatement attenant à l'ancienne Réflexion de notre opportunité, aujourd'hui par M. A. W. Walker, et bien connue sous le nom de "Propriété Hamel."—De plus, sont cinquante terrains et trente-huit en parties d'iceux, situés dans le Trois-cent District, pour le compte de la succession de M. J. de Lizardi—De plus, vente positive de deux terrains, avec les bâtisses qui s'y trouvent, rue Mandeville, entre Amour et Rue Enfants.

Par G. Chiarandi, à midi, à la Bourse d'encan de l'Hôtel St Charles, rue St-Charles—Vente positive d'une propriété située près du Marché St Bernard et du chemin de fer de la rue Claiborne—Aussi une très bonne propriété située rue Mandeville, entre celles d'Esnaque et Solide.

Par Eug. Tourné, à 11 heures et demie, sur la Levée, en face de la rue Hôpital—Huile d'olive, en alcools, mackarel, vermicelli, vermouth, cassis du Mont d'Or, moutarde, farine vidée, Anvil, 100 caisses vin rouge—Cette, 1er oct.—Vin blanc, liqueurs en pertes, 15 demi-muids de vin blanc, actuellement en la Douane Patrice, de Mandeville.

Par E. Roger & Co., à leurs salles d'encan, Nos 67 et 69 rue Vieille-Levée, à 11 heures—Deux cents et quelques livres, pour hommes, femmes et enfants, bottes et souliers, cuirs, etc.

Par Jos. Hotz, à sa maison, rue Bourbon, No 46, coin de la rue Dauphine—Marchandises en tous genres, articles de fantaisie, modes et meubles.

Adressez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCES,
185.....Rue des Remparts.....185

ATTENTION!

Nous appelons l'attention de tous lecteurs à la grande vente des propriétés Dufour & Limet qui doit se faire à jour d'hui à la Bourse St Charles, par un homme de goût de Paris, encaisseur. La richesse des terres, leur profondeur admirable, la salubrité de notre climat, sont avec les quartiers d'affaires, offrent toutes réunies de grandes spéculations, qui appellent l'attention de tous les hommes intelligents à la recherche d'un placement avantageux.

Orléans, Orléans.—M. D. E. Murphy, maintenant, appelle l'attention de ses amis et du public en général, à l'annonce qu'il fait aujourd'hui et le prie de vouloir bien y donner un coup d'œil aujourd'hui et demain, ce matin.

Bons placements sur Immeubles à Pecan, ne rapportant—Nous avons de nombreuses demandes de capitalistes à la recherche d'intérêts sûrs, produits par des hypothèques sur immeubles, et nous prions ceux qui ont de tels placements à faire, de nous donner l'occasion de les traiter. Nous avons à la disposition de nos clients, des sommes importantes à placer à 8 pour cent par an, sur bonnes hypothèques. Nous prions ceux qui désirent faire de tels placements, de s'adresser à Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée, entre Chartres et Dauphine.

Aujourd'hui samedi 30e octobre, à 11 1/2 heure, PRÉCISE, à notre salle de ventes, rue Chartres, entre Conti et Bienville, nous vendrons à la criée Pension de Maisons, avec annexes et dépendances, situées rue Bienville, entre Basse-Course et Eugène-Tourné.

THÉATRES

Aujourd'hui, samedi 30 octobre.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—A midi et le soir—Représentation de la Troupe Française.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—A midi—Les Trois Sous et Pocahontas.—Le soir, Attila le Hongre.

THEATRE ST CHARLES.—Petit Trianon.

THEATRE NATIONAL.—Grande représentation par la célèbre troupe tyrolienne des Alpes.

Affaires Municipales.

Nos affaires locales ont été tellement embrouillées et malmenées par toutes les autorités qui les ont régentées depuis cinq ans qu'on n'a plus le courage d'en parler. La lassitude en pourrait être le désespoir, a-t-on dit de tout le monde. Ce qui est passé dans la législature actuelle est un scandale public. Notre Carnaval a donné la plus pauvre idée de notre opulentabilité—on la dirait que notre commerce ou le peuple de cette cité ramassé attendant l'exposition finale comme le seul dénouement possible. Il est bien vrai que nous sommes exécutés chaque jour ou chaque semaine par l'inévitable impôt des écoles de couleur, mais ne devrions-nous pas au-delà de tout cela aux exécuteurs mettre un mouchoir pour que nous n'entendions pas le craquement de la planche ? On convoque justement une assemblée de contribuables, pris également, pour aviser aux moyens de sortir de l'impasse où nous sommes, et les citoyens ne s'y rendent pas, on ne s'y rendent qu'en petit nombre. Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans cette apathie, c'est que la remuon n'était pas restreinte à la classe des propriétaires foncières seulement. Tous les contribuables étaient convoqués, les payeurs de licence et tous les payeurs de taxes municipales. On devait croire qu'une dernière ne manquerait pas à l'appel et que le théâtre National serait trop petit pour contenir tous ceux qui se présenteraient.

Il n'y avait très peu de monde à l'ouverture du meeting et bien que dans le courant de la soirée le nombre des assistants se soit grossi, l'assemblée n'a présenté aucun de ces caractères qui indiquent que l'intérêt public est soulevé et que la gravité des circonstances a été comprise.

On a parlé, cependant. Deux ou trois orateurs ont fait entendre quelques paroles énergiques : mais ils ne sont bornés à déplorer le mal et n'ont rien indiqué qui put remédier au mal ou améliorer la situation. La majorité, d'ailleurs, ne voulait pas paraître composée d'hommes pratiquant un intérêt direct aux affaires municipales. Il n'y a pas eu d'encouragement pour ceux qui monteraient pour leurs discours qu'ils avaient pris la résolution en sérieux et il n'y a pas eu de blâme pour ceux qui semblaient n'y attacher aucune importance. C'est ainsi qu'on a laissé parler des employés de la mairie qui n'ont vu d'autre mal que celui qui résulte d'une grande difficulté à collecter les taxes arriérées. Il est certain que si toutes les taxes arriérées étaient payées, la situation du trésor municipal serait moins précaire; mais si ces rentrées ne se faisaient que pour être dilapidées, comme le sont chaque jour les rentrées qui s'opèrent, nous n'en serions pas plus avancés. Nous le serions peut-être moins, car les fonds qui restent entre les mains de ces tribunaux sont à coup sûr mieux employés que lorsque le gaspillage par les administrateurs de la ville a en jugez par ce qui se passe aujourd'hui. Si tous les contribuables payaient, et tous les arrérages publics doivent être payés toujours de fois plus qu'ils ne valent, la ville aurait un rôle des millions de revenu, ces millions disparaîtraient sans laisser de traces et les dettes ne s'en accumuleraient pas moins, car la garantie est ici beaucoup moins dans la qualité de revenu que dans la responsabilité des hommes qui en ont le maniement.

C'est sur ce point que les remarques faites par les orateurs du meeting auront dû porter principalement. Ils l'ont compris, peut-être, mais ils n'ont pas insisté dans la crainte de prêter des armes à un parti, plus dilapidateur encore que celui qui est en majorité dans les Conseils de ville, au parti Radical. Le parti Radical est l'épouvantail de la situation ; c'est le monstre qui menace et devant lequel on recule, et c'est ainsi le sujet qui est exploité dans l'intérêt des créanciers du Conseil de ville, dont l'un est allé jusqu'à dire qu'il valait encore mieux que les fonds de la municipalité fussent livrés au pillage des Démocrates qu'au pillage des Radicaux. Cet avis est aussi sage que celui de beaucoup de gens, mais il n'y a plus personne qui ne pourrait de municipaux désirés sur le fabrié du principe des deux partis.

Sur ce point, comme nous venons de le dire, le meeting a montré beaucoup de retenue. On n'a pas oublié le lamentable essai fait par les propriétaires pendant la dernière session de la Législature. Cet essai a failli être fait non seulement au parti démocrate mais encore aux institutions municipales. Avec la modification d'une ligne votée par les radicaux, le projet de l'Association devenait une charte radicale. Le danger fut si grand que tout le monde regretta alors l'initiative prise par l'assemblée des propriétaires. Eh bien, ce même danger, nous allons le courir de nouveau et il est d'autant plus grand que cette Législature vendra jouer de son reste. Les radicaux savent très bien qu'une fois dégommés ils ne figureront plus ni dans les assemblées législatives ni dans les assemblées municipales. Il est donc à supposer qu'avant de disparaître tout à fait, ils voudront nous laisser un nouveau monument de leur expérience et de leur génie dans le gouvernement des affaires locales. Ce monument serait fondé sur le sable et ne pourrait se tenir longtemps debout, nous le savons, mais quoique nous fassions, il subsisterait au moins une année et peut on imaginer les maux qui en résulteraient ?

Déjà l'on fait courir toute espèce de bruits extraordinaires sur les travaux de la session prochaine et l'un des premiers projets mis avant serait celui d'une charte qui enterrerait toutes les libertés et garanties municipales. Les élections locales seraient supprimées et tous les administrateurs de la ville seraient nommés par le gouverneur. Des chartes de ce genre sont faciles à faire et encore plus faciles à voter quand leur sort dépend d'une Législature aussi radicale que celle sous laquelle nous avons l'honneur de siéger.

Nous avons donc beaucoup de précautions à prendre au sujet de notre gouvernement local. Nous nous plaignons amèrement des hommes que les élections ont portés aux Conseils de ville, mais si nous les comparons aux *acceptables* de M. Warmoth nous verrons que nous avons beaucoup à perdre si la Cour Supérieure décide contre eux, et c'est prochainement que la cour doit prononcer son arrêt. Qu'on juge maintenant, par ces *acceptables* de ce que seraient les administrateurs de M. Warmoth dans le cas où une charte quelconque, taillée à la façon des radicaux, nous imposerait les créatures de l'Exécutif ! La perspective est vraiment douloureuse, et nous croyons que la grande majorité des citoyens l'envisage avec effroi.

C'est là, très certainement, le sentiment qui dominait l'imposante assemblée de contribuables convoquée au théâtre National. On n'y a vraiment rien dit parce qu'on ne pouvait rien dire. Ballottés entre deux écueils, les administrés s'essoufflaient heureux d'éviter l'un sans tomber dans l'autre, et se maintenant dans la situation actuelle, bien qu'elle soit détestable, et dans cette terreur d'espoir et cette impuissance de vitupération et de blâme, les orateurs de la cité n'ont pu que proférer des vœux inutiles et de très faibles récriminations.

Ainsi donc nous nous trouvons en face d'un état de choses qui ne peut manquer d'empirer. Il paraît attendre de la façon de toutes les classes de contribuables dans la même organisation. On dirait que les payeurs de licence, bien qu'ils soient moins versés que les propriétaires dans la science des affaires municipales, ont eu des préoccupations semblables aux nôtres, car ils n'ont répondu qu'en très petit nombre à la convocation, et leur intention a été si manifestement aucune force quelconque. Nous pouvons donc résumer la situation en disant qu'en ce moment le désespoir et à peu près universel.

Les Quatre Compagnies de Couleur de 1812.

Il y a eu déjà près de 1000 demandes pour des pensions de vétérans de couleur, ayant servi dans la guerre de 1812 à 1815, ou pour des veuves de vétérans ayant servi dans la même guerre, et nous voyons, par un acte du 8 septembre 1812, approuvé par le gouverneur Claiborne, que le nombre total de ces vétérans n'excédait pas deux cents hommes. En effet, le gouverneur Claiborne n'était autorisé à organiser que quatre compagnies de 61 hommes chacune et ces quatre compagnies devaient être composées non seulement d'hommes de couleur libres, choisis par ou les officiers qui seraient ceux qui avaient payé une taxe à l'Etat. Ces hommes, en outre, devaient être propriétaires ou fils de propriétaires, depuis deux ans, d'un bien-fonds de la valeur de $300. Comment ces cent hommes libres, dont la plupart n'existent plus, ont-ils pu donner lieu à un nombre de demandes s'élevant aujourd'hui à quatre fois ce chiffre déterminé pour l'organisation des compagnies ? Nous reproduisons ci-dessous le texte fidèle de la loi de 1812 pour qu'il ne reste aucun doute dans l'esprit de personne sur les fraudes qui se commettent chaque jour au préjudice de l'Etat.

ACTE

Pour organiser en un corps de milice, pour le service de l'Etat de la Louisiane, tant pour sa défense que pour sa police, une certaine portion d'hommes choisis parmi les hommes libres de couleur.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée législative : Que le gouverneur de l'Etat de la Louisiane, par et avec l'avis et le consentement dudit Sénat, organisera en corps de milice, ainsi qu'il le jugera convenable, certains hommes de couleur libres, pour la défense de cet Etat, qui seront choisis parmi les citoyens, et parmi ceux qui auront payé une taxe à l'Etat ; le commandant en chef pourvoira au choix des officiers libres susdits qui pourront être ordonnés dans ladite milice, lesquels officiers seront pris dans la classe des hommes libres de couleur, et auront le grade, le rang et le commandement qui leur seront assignés par ledit commandant en chef, et auront droit à la solde et aux rations allouées aux officiers de même grade dans les troupes des Etats-Unis, et ledit commandant en chef pourvoira à ce que lesdits officiers soient choisis parmi les propriétaires ou fils de propriétaires depuis deux ans d'un bien-fonds de la valeur de trois cents piastres.

(Signé) P. R. St MARTIN,
Orateur de la Chambre des Représentants.
J. POYDRAS,
Président du Sénat.

Approuvé le 7 septembre 1812.
WILLIAM C. C. CLAIBORNE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

M. J. D. St Germain nous fournit en outre la liste des seuls survivants de ce bataillon. Les voici :

Jordan B. Noble,	François Tervalon,
J. D. St Germain,	Jean Bonseigneur,
Basile Crocker,	J. M. Ronzan,
François Pascal,	Manuel Moreau,
Joachim Aycaud,	Eugène Ducarr,
Antoine Evost,	Fifi Robert,
François Leclou,	Pierre Monnette,
Jean Pierre,	Firmin Christophe,
Célestin Darby,	Edmond Dupuis,
Joseph Frick,	Louis Lallonier,
Joseph Labarrière,	François Pitet,
Antoine Reynal,	Elfié Rillieux,
F. A. Villars,	Urain Valentin.

Vingt-six en tout! Ajoutez à cela quelques veuves, et vous n'arriverez jamais au dixième seulement du chiffre des réclamations admises par la 2ème Cour de District en toute autre Cour de juridiction compétente. Qu'on juge par là de l'audace avec laquelle on a mis de la loi pour frauder l'Etat.

GUIDE MÉDICAL POUR LES FAMILLES.—M. James Hummel, agent éditeur, rue du Camp 106, nous a envoyé les épreuves d'un ouvrage très précieux, et dont on parle beaucoup. Il est intitulé : "Médecine domestique" et a pour but d'indiquer le traitement des maladies à ceux qui ne peuvent obtenir l'assistance d'un membre de la Faculté. Le style est simple et les prescriptions sont claires à comprendre. C'est un livre de grand savoir et cependant à la portée de tout le monde, même des lecteurs étrangers à la profession de la médecine. L'auteur est le Dr. George H Beard qui a fait des lectures sur ces maladies nerveuses à l'Université de New York. Nous avons lu avec attention l'ouvrage et sans hésiter nous le recommandons aux familles. C'est le meilleur qui ait été composé sur cette matière.

AGRANDISSEMENT.—La Compagnie de manufacture de glace de la Louisiane reçoit des propositions pour la construction d'un dépôt de glace d'une capacité de 12,000 tonneaux. Les plans et devis peuvent être examinés au bureau de M. D. Rochelu, secrétaire de la Compagnie, rue Tchoupitoulas, au-dessus du Stock Landing. Cette Compagnie a eu l'été passé un succès magique, succès dont peuvent témoigner ceux qui ont consommé le produit hyperboréen de son usine, et le nombre en est grand. L'unique chose qui manquait à la Compagnie pour constater avec avantage la concurrence de la glace du Nord était l'espace. Avec l'agrandissement de bâtisse dont il est question, l'espace ne lui manquera plus et le service de l'usine en sera décuplé. Nous pouvons dire cette fois que tout le monde est intéressé à la réussite de cette entreprise, car les produits que la Compagnie nous fera distribuer à bas prix, ne dépendront plus des hasards de la température au Nord ou des chances de la navigation. Cette navigation déjà si difficile le sera par une de celles dont l'industrie yankee souffrira le plus. Autre raison pour désirer le succès de la manufacture de glace de la Louisiane.

LA NOUVELLE BANQUE.—On verra aux annonces que la Nouvelle Banque de consolidation, en cas de la banque qui est maintenant en voie d'organisation pour faciliter les relations entre le Conseil de ville et le troisième District, sera tenue à Bourbon, coin de Bienville. On pourra, ainsi, se rendre à pied à